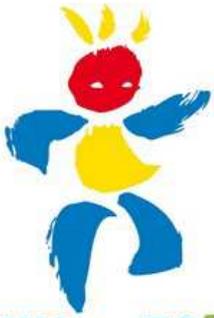


Déclaration du SNUipp-FSU du Haut-Rhin



SNUipp - FSU

19 bd Wallach

68100 MULHOUSE

Tel: 03 89 54 92 58

snu68@snuipp.fr

<http://68.snuipp.fr>

Cette CAPD se tient une semaine après une nouvelle grève dans l'éducation nationale. Nous tenons donc à porter haut et fort les revendications de nos collègues.

Oui, les enseignants veulent une refondation. Oui, ils ont des choses à dire, à exprimer sur l'avenir de l'école, ce qu'elle doit être, ce qu'elle doit porter. Oui, ils ont des idées à apporter, des réflexions à faire valoir... mais pour un autre projet que celui qui leur est proposé ou, plutôt, imposé !

Ce sont eux qui depuis plus d'une dizaine d'années tiennent l'école à bout de bras, tandis que les gouvernements successifs, complaisamment relayés par les hiérarchies locales, s'appliquaient méthodiquement à détruire sans vergogne tout ce qui permettait à l'école républicaine de fonctionner correctement, la vidant de tout ce qu'elle garantissait d'égalité et d'équité.

Un rapport de l'inspection générale vient de rapporter que les programmes étaient mal appliqués... notamment parce que les enseignants ne bénéficiaient plus de formation. Quel scoop !

Mais si la formation (ou plutôt son absence !) est en cause, que dire des conditions de travail dans les écoles ? Quand va-t-on nous rendre les postes qui nous ont été volés depuis de trop nombreuses années et créer ceux qui sont nécessaires ? Et rendre les heures d'enseignement volées aux élèves ?

Comment enseigner à des classes surchargées ?

Comment et pourquoi faire appliquer des programmes qui sont destinés à produire des élites et qui mettent en échec les élèves des milieux défavorisés ? Ceux pour qui l'école est la seule chance....

L'enquête PISA 2013 montre notamment que les inégalités scolaires s'accroissent de façon inquiétante.

Comment peut-il en être autrement alors que les moyens pour aider les élèves en difficulté ont quasiment disparu ?

Au lieu de cela, ce n'est que multiplication des demandes administratives et des injonctions....bien loin des discours exprimant la confiance portée aux enseignants.

Plutôt que de commencer par réformer les rythmes scolaires, il faudrait prendre les choses dans le bon sens.

Et définir en premier lieu les vraies priorités dont l'école a besoin : des programmes cohérents, des moyens supplémentaires permettant d'alléger les effectifs par classe, de recréer des RASED en nombre suffisant devant l'augmentation du nombre d'enfants en difficultés, de permettre d'avoir de vrais « Plus de maîtres que de classes », une réelle scolarisation des moins de 3 ans dans de bonnes conditions... Bref, une politique scolaire ambitieuse, basée sur des actes plutôt que sur des belles paroles !

Mais rien de tout cela ! Sur le terrain, les collègues sont éreintés, en colère et désabusés : ils ne sont plus en mesure de croire en ce qu'ils font.

Oui, il faut une refondation, mais une refondation qui redonne confiance à la profession. Une refondation à la hauteur de ses ambitions, où l'on n'ouvre pas des « chantiers » pour colmater quelques brèches mais pour reconstruire en profondeur l'enseignement qui doit permettre à chaque jeune de devenir un citoyen conscient et responsable.

Le respect que l'on porte aux personnels se mesure aussi à la façon dont on les rétribue. De ce côté-là aussi, ce n'est guère réjouissant.

Certes, un petit effort a été consenti avec le versement de l'ISAE et l'augmentation du pourcentage de passage à la hors classe. Maigre pansement sur une blessure bien plus profonde !

Les enseignants du primaire restent toujours dans le peloton des moins bien payés des pays industrialisés (au 20^e rang sur 28 dans le dernier rapport sur l'éducation de l'OCDE). Entre 2000 et 2010, les salaires de base des enseignants français en milieu de carrière ont ainsi diminué d'environ 8 % en prix constants. À l'inverse, sur la même période, les salaires ont augmenté dans la quasi-totalité des autres pays de l'OCDE : pas loin de 20 % d'augmentation en moyenne car de nombreux pays ont décidé d'investir massivement dans le salaire des enseignants pour retenir les meilleurs d'entre eux dans la profession et les conforter dans le rôle central qu'ils occupent dans la société.

Dans un tel contexte, la CAPD promotion est attendue par nos collègues avec espoir et angoisse, car c'est le seul moyen de voir les salaires augmenter. Là encore, quelle désillusion ! Le gel du point d'indice imposé par les différents gouvernements a conduit à une perte sèche de 10 % du pouvoir d'achat depuis 2000.

Le gouvernement actuel doit entendre la revendication des personnels d'une mesure générale immédiate de hausse des traitements. Ce serait un geste fort, une vraie reconnaissance... qui ne transparaît que dans les belles phrases du ministre, n'apportant rien de concret, ni aucune perspective.

Le système actuel des promotions est à bout de souffle, générant des injustices et des iniquités toujours plus importantes années après années :

Problème de promouvabilité/période de notation :

Les enseignants étant promouvables au bout d'une période déterminée par le mode de promotion, il arrive souvent que l'un d'eux soit promu à l'ancienneté avec un barème supérieur à celui promu au mérite (grand choix ou choix). Pourquoi ? Il n'était pas promuable... au bon moment !

Parfois aussi leurs inspections et/ou notation n'ont pas eu lieu en temps « utile ». **Voilà pourquoi nous demandons une nouvelle fois la suppression de la note dans tous les barèmes !**

Problème de goulet d'étranglement au niveau de certains échelons :

Le pourcentage de promouvables n'ayant toujours pas été augmenté, les anciens instituteurs (reclassés par concours ou liste d'aptitude) et les professeurs d'école passés par l'IUFM se retrouvent en concurrence sur les derniers échelons. Ces PE sont donc condamnés à franchir les futurs paliers à l'ancienneté, tandis que les autres ne sont même pas sûrs d'arriver au 11^e et dernier échelon avant de partir à la retraite du fait de leur reclassement très désavantageux dans leur nouveau corps. Inadmissible !

Le SNUipp-FSU continuera de s'opposer au système actuel des promotions qui ne fait que diviser la profession. Il porte le projet d'une évaluation formative qui soit une aide au développement professionnel, pour que les enseignants soient mieux armés pour faire réussir tous les élèves, qui soit associée à un contenu pédagogique de formation initiale et continue digne de ce nom, efficace et efficient, pas uniquement basé sur les besoins institutionnels comme on le voit depuis quelques années. **Il revendique une revalorisation indiciaire pour tou-te-s les enseignant-e-s, l'avancement de tou-te-s au rythme le plus rapide et la possibilité pour tou-te-s d'atteindre l'indice terminal 783.**

Une vraie refondation de l'école passe par l'octroi de réels moyens pour favoriser la réussite de tous les élèves et par la reconnaissance des personnels qui portent cette mission.